Nations Unies A/53/854

Assemblée générale

Distr. générale
4 mars 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session
Point 143 a) de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait suite à la résolution 52/248 de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998.

Par sa résolution 51/239 A du 17 juin 1997, l'Assemblée générale a approuvé, pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, l'ouverture d'un crédit de 32 426 500 dollars. Les dépenses se sont élevées à 28 560 700 dollars. Il en est résulté un solde inutilisé de 3 865 800 dollars, dû en grande partie à des économies sur les dépenses de personnel.

L'Assemblée générale doit prendre une décision en ce qui concerne l'affectation du solde inutilisé de 3 865 800 dollars, dégagé à l'issue de la période de 12 mois terminée le 30 juin 1998, au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 (voir par. 21).

99-06134 (F) 160399 180399

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Introduction	1–2	3
II.	Description des principales activités menées au cours de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	3–17	3
III.	Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	18–20	5
IV.	Décision devant être prise par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session	21	6
Annexes			
I.	Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 par département et bureau		7
II.	Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : renseignements complémentaires sur les dépenses autres que le coût des postes		9
III.	Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : effectifs autorisés et postes vacants		11

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 52/248 de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998.

2. On trouvera dans la section consacrée à l'exécution du budget des données sur l'utilisation des ressources du compte d'appui au cours de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998.

II. Description des principales activités menées au cours de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

3. Au cours de la période considérée, le Département des opérations de maintien de la paix et la Division du financement du maintien de la paix, en collaboration avec d'autres services du Département de la gestion et d'autres départements et bureaux qui avaient reçu des ressources provenant du compte d'appui, ont assuré comme prévu des services d'appui à 13 opérations de maintien de la paix en cours[1] financées par mise en recouvrement des contributions dues au titre des opérations de maintien de la paix à raison d'un budget d'un montant total de 911 millions de dollars environ, y compris les dépenses au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et non compris les dépenses au titre du compte d'appui pour les opérations de maintien de la paix. Des services d'appui ont continué d'être assurés aux missions menées à terme et aux missions liquidées.

4. Au cours de cette période, l'Assemblée générale a approuvé un certain nombre de nouvelles initiatives que le Secrétariat a commencé à exécuter.

5. En ce qui concerne l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, l'Assemblée générale, dans la section II de sa résolution 51/218 E du 17 juin 1998, a adopté un nouveau système d'auto-assurance; fixé des taux uniformes et normalisés pour le versement d'indemnités en cas de décès ou d'invalidité imputable à l'exercice de fonctions officielles au service des opérations de maintien de la paix; et décidé que ces nouveaux taux s'appliqueraient en cas de décès ou d'invalidité survenu après le 30 juin 1997. Donnant suite à une demande formulée par l'Assemblée générale dans cette même résolution, le Secrétaire général a présenté un rapport contenant des propositions détaillées au sujet des modalités d'application du nouveau régime, y compris des dispositions et procédures ayant trait à son administration et au règlement des indemnités. Par sa résolution 52/177 du 18 décembre 1997, l'Assemblée générale a autorisé l'application de ces dispositions et procédures et le Secrétariat les a immédiatement mises en place.

6. Parallèlement, par sa résolution 51/239 A du 17 juin 1997, l'Assemblée générale a approuvé l'ouverture d'un crédit de 158 500 dollars au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) à l'intention du Département des opérations de maintien de la paix pour lui permettre de traiter les demandes d'indemnisation en souffrance relevant de l'ancien système d'indemnisation et ayant trait à des incidents survenus avant le 30 juin 1997. Elle a demandé au Secrétaire général de lui présenter chaque trimestre un rapport à ce sujet. À la fin de la période considérée, le Secrétariat avait présenté trois rapports d'activité qui faisaient état de progrès importants dans le traitement des dossiers en retard (564 dossiers en souffrance au 19 mai 1997) mais aussi des nouvelles demandes d'indemnisation présentées après cette date et relevant de l'ancien système. Le Secrétariat n'a donc pas eu besoin de demander que les ressources au titre du personnel temporaire soient maintenues au-delà du 30 juin 1998.

7. S'agissant de la réforme des méthodes de calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel appartenant aux contingents, le Secrétaire général a présenté le 27 août 1997 un accord type révisé relatif aux contributions (A/51/967 et Corr.1 et 2), comme le lui avait demandé l'Assemblée générale dans la section I de sa résolution 51/218 E. L'Assemblée a ensuite reporté sa décision sur la question à sa cinquante-deuxième puis à sa cinquante-troisième session.

8. Dans l'intervalle, le Groupe de travail de la phase IV sur le calcul des montants à rembourser aux pays qui fournissent des contingents s'est réuni et a publié un rapport sous la cote A/C.5/52/39. Le Secrétaire général a présenté un rapport à l'issue de la première année d'application des nouvelles procédures de calcul des montants à rembourser (A/53/465). L'Assemblée générale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires devraient examiner ces deux rapports et prendre des décisions à leur sujet au cours de la cinquante-troisième session.

9. Conformément aux dispositions de la section IV de la résolution 51/218 E de l'Assemblée générale, le Secrétariat a mis fin au versement d'un supplément à l'indemnité de subsistance (missions) aux fonctionnaires de rang supérieur.

10. Conformément à la section V de la résolution 51/218 E de l'Assemblée générale, qui porte sur la révision des taux de remboursement aux pays fournissant des contingents, le Secrétariat a entrepris une nouvelle enquête auprès de ces pays au cours de la période considérée. Un rapport sur les conclusions de l'enquête sera présenté en 1999.

11. Au cours de la période, des ressources en personnel financées au moyen du compte d'appui ont été mises à la disposition du Groupe des enseignements tirés des missions (Département des opérations de maintien de la paix), au Siège, pour la première fois depuis la création de cette fonction par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 51/239 B du 15 septembre 1997.

12. Dans la section II de sa résolution 52/1 A du 15 octobre 1997, l'Assemblée générale a approuvé l'élaboration et la mise en place du système de contrôle des avoirs sur le terrain, qui doit permettre d'améliorer la gestion des biens des opérations de maintien de la paix. Le système a commencé à être mis en place immédiatement. Il devrait être définitivement installé d'ici à la fin de 1999, date à laquelle toutes les opérations de maintien de la paix devraient l'utiliser.

13. À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale, en vertu de sa résolution 52/1 B du 26 juin 1998, de la politique de reconstitution des ressources proposée aux paragraphes 17 à 20 de la section VIII du rapport du Secrétaire général sur le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/51/905), le Secrétariat a commencé à mettre en oeuvre cette politique en incluant désormais dans le budget de liquidation des missions sur le point de cesser leurs activités un montant égal à 30 % de la valeur totale après amortissement du matériel devant être transféré à la Base de soutien logistique, pour financer la réparation, la remise en état et l'entretien de ce matériel.

14. Par sa résolution 52/247 du 26 juin 1998 sur les demandes d'indemnisation au titre de la responsabilité civile, l'Assemblée générale a souscrit aux propositions présentées par le Secrétaire général dans son rapport du 21 mai 1997 (A/51/903), ainsi qu'aux recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport connexe (A/52/410). Le Secrétariat a commencé à donner suite à la résolution de l'Assemblée générale comme elle l'en avait prié.

15. En application des résolutions 51/243 et 52/220 de l'Assemblée générale, en date des 15 septembre et 22 décembre 1997, respectivement, le Secrétaire général a présenté dans ses propositions concernant le compte d'appui pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (A/52/837 et Corr.1), un projet visant à mettre fin progressivement aux engagements

de personnel mis gracieusement à la disposition du Département des opérations de maintien de la paix au Siège, et à remplacer ce personnel en créant des postes supplémentaires qui seraient imputés sur le compte d'appui. Dans le même document, le Secrétaire général a également demandé la création de nouveaux postes à imputer au compte d'appui pour constituer un état-major de mission à déploiement rapide et renforcer le Groupe de la police civile.

16. En avril 1998, le Secrétariat a commencé à travailler sur deux initiatives. La première consistait à réviser la teneur et la présentation des rapports du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix (exécution du budget, prévisions de dépenses, liquidation des avoirs, etc.) en vue d'améliorer la qualité des rapports et de faire en sorte qu'ils soient publiés rapidement. La deuxième initiative, qui était étroitement liée à la première, consistait en un examen systématique des modalités et procédures suivies par la Division du financement du maintien de la paix et la Division de l'administration et de la logistique des missions (Département des opérations de maintien de la paix), au Siège, et de celles suivies par l'administration de chacune des opérations de maintien de la paix, ainsi que des fonctions respectives des divisions et des opérations, afin de s'assurer qu'il n'y avait pas de doubles emplois, en particulier en ce qui concernait le processus budgétaire. Pour mener à bien ces activités, le Secrétariat a tenu pleinement compte des observations et des recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport général sur le financement des opérations de maintien de la paix (A/52/860).

17. On pourra évaluer les résultats des travaux du Secrétariat lorsque le Comité consultatif et la Cinquième Commission examineront, à la reprise de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, au début de 1999, les rapports du Secrétaire général – établis selon la présentation révisée – sur l'exécution des budgets des opérations de maintien de la paix pendant la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 et sur les prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, ainsi que le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

III. Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

18. Par sa résolution 51/239 A du 17 juin 1997, l'Assemblée générale a approuvé l'affectation au compte d'appui de ressources d'un montant de 32 426 500 dollars pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, au titre des dépenses afférentes aux postes (correspondant à la création de 346 postes au total) et des autres dépenses. Un taux de vacance de 5 % a été appliqué à l'ensemble des postes. Toutefois, le taux effectif de vacance de poste a été de 8,8 % en moyenne au cours de la période.

19. On trouvera ci-après un tableau récapitulatif sur l'emploi des ressources du compte d'appui par principaux objets de dépense au cours de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. On trouvera à l'annexe I une ventilation des dépenses par bureau et département, à l'annexe II des renseignements complémentaires sur les dépenses autres que les dépenses afférentes aux postes et à l'annexe III des données sur le nombre de postes autorisés et le nombre de postes vacants.

20. Comme il apparaît au tableau ci-après, le montant total des dépenses pour la période considérée s'est élevé à 28 560 700 dollars. Il en est donc résulté un solde inutilisé de 3 865 800 dollars qui s'explique en grande partie par les économies réalisées au titre des

dépenses de personnel du fait que le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu et que les coûts effectifs ont été inférieurs aux coûts standard appliqués.

Tableau
Récapitulation des dépenses par principaux objets de dépense

	(1) *Crédits approuvés*	*(2)* *Dépenses*	*(3)* *Écarts (1) - (2)*
Postes	28 831 700	25 702 600	3 129 100
Personnel temporaire	471 000	157 400	313 600
Consultants	60 000	32 100	27 900
Heures supplémentaires	180 000	169 000	11 000
Voyages autorisés	120 000	101 100	18 900
Formation	500 000	385 700	114 300
Services communs	1 835 600	1 604 500	231 100
Matériel informatique	414 000	400 600	13 400
Matériel et mobilier de bureau	13 500	7 700	5 800
Total	**32 425 800**	**28 560 700**	**3 865 100**

IV. Décision devant être prise par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session

21. À sa cinquante-troisième session, l'Assemblée générale devra se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de 3 865 800 dollars, correspondant à la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

Note

[1] La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA), la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK), la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti/Mission de transition des Nations Unies en Haïti/Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MANUH/MITNUH/ MIPONUH), la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT), la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) et le Groupe d'appui de la police civile, l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental/Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (ATNUSO/MONUP) et la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU).

Annexe I

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 par département et bureau

(En milliers de dollars des États-Unis)

		(1) Crédits approuvés	*(2) Dépenses*	*(3) Écart (1-2)*
1.	**Cabinet du Secrétaire général**			
	Postes	338 400	275 800	62 600
	Heures supplémentaires	—	7 000	(7 000)
	Total rubrique 1	**338 400**	**282 800**	**55 600**
2.	**Bureau des services de contrôle interne**			
	Postes	1 179 000	978 200	200 800
	Total rubrique 2	**1 179 000**	**978 200**	**200 800**
3.	**Bureau des affaires juridiques**			
	Postes	347 500	223 800	123 700
	Total, rubrique 3	**347 500**	**223 800**	**123 700**
4.	**Département des opérations de maintien de la paix**			
	Postes	17 862 900	16 060 200	1 802 700
	Personnel temporaire	318 500	100 100	218 400
	Consultants	60 000	32 100	27 900
	Heures supplémentaires	120 000	105 600	14 400
	Voyages autorisés	80 000	79 800	200
	Formation	500 000	385 700	114 300
	Matériel informatique	414 000	400 600	13 400
	Mobilier et matériel de bureau	13 500	7 700	5 800
	Total, rubrique 4	**19 368 900**	**17 171 800**	**2 197 100**
5.	**Département de la gestion**			
	a) Bureau de la gestion financière			
	Postes	490 200	439 800	50 400
	Total partiel	**490 200**	**439 800**	**(50 400)**
	b) Service administratif			
	Personnel temporaire	153 200	57 300	95 900
	Heures supplémentaires	60 000	56 400	3 600
	Services communs	1 835 600	1 604 500	231 100
	Total partiel	**2 048 800**	**1 718 200**	**330 600**
	c) Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires			
	Postes	303 900	281 700	22 200
	Total partiel	**303 900**	**281 700**	**22 200**

		(1) *Crédits approuvés*	*(2)* *Dépenses*	*(3)* *Écart* *(1-2)*
d)	Division du financement du maintien de la paix			
	Postes	2 941 700	2 576 500	365 200
	Voyages autorisés	40 000	21 300	18 700
	Total partiel	**2 981 700**	**2 597 800**	**383 900**
e)	Division de la comptabilité			
	Postes	1 471 500	1 588 800	(117 300)
	Total partiel	**1 471 500**	**1 588 800**	**(117 300)**
f)	Bureau de la gestion des ressources humaines			
	Postes	1 017 400	895 800	121 600
	Total partiel	**1 017 400**	**895 800**	**121 600**
g)	Bureau des service centraux d'appui			
	Postes	2 879 200	2 382 000	497 200
	Total partiel	**2 879 200**	**2 382 000**	**497 200**
	Total, rubrique 5	**11 192 700**	**9 904 100**	**1 288 600**
	Total, rubriques 1 à 5	**32 426 500**	**28 560 700**	**3 865 800**

Annexe II

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : renseignements complémentaires sur les dépenses autres que le coût des postes

(En dollars des États-Unis)

		Écarts
1.	**Cabinet du Secrétaire général**	
	Heures supplémentaires	(7 000)
	Les dépenses à ce titre, qui n'avaient pas été prévues, ont été nécessaires pour faire face à un surcroît de travail imprévu à certaines périodes.	
2.	**Département des opérations de maintien de la paix**	
	a) Personnel temporaire	218 400
	La sous-utilisation des fonds s'explique essentiellement par le fait que le personnel temporaire engagé pour traiter les dossiers d'indemnisation en souffrance a été recruté avec retard	
	b) Consultants	27 900
	Le solde inutilisé, d'un montant de 27 900 dollars, tient au fait que l'on a attendu que soit nommé le chef du Service de gestion financière et d'appui pour engager les services de consultants chargés de réaliser des études sur la modernisation de la base de données du Département et de fournir des conseils en vue d'accroître la fiabilité des paramètres utilisés pour déterminer les incidences financières et établir les prévisions de dépenses.	
	c) Heures supplémentaires	14 400
	Un montant de 120 000 dollars avait été affecté aux heures supplémentaires pour la période terminée le 30 juin 1998. Des économies de 14 400 dollars ont été réalisées grâce à un strict contrôle des heures supplémentaires au sein du Département.	
	d) Formation	114 300
	Tous les programmes de formation prévus au budget ont été menés à bien, à savoir deux séminaires d'assistance au maintien de la paix (105 600 dollars), deux séminaires de formation de formateurs (91 400 dollars), un stage de formation à la logistique (68 500 dollars), à quoi s'ajoute l'entretien des équipes de l'ONU d'assistance à la formation (35 800 dollars) et l'impression et la traduction des manuels de formation (74 200 dollars). Les dépenses consacrées aux séminaires, aux stages de formation et aux documents connexes (385 700 dollars) ont toutefois été inférieures à ce qui avait été prévu, d'où un solde inutilisé de 114 300 dollars.	
	e) Matériel informatique	44 100
	Le solde inutilisé est dû en grande partie aux économies qui ont pu être réalisées grâce à la passation de contrats pour l'ensemble du système, qui a permis d'obtenir de meilleurs prix.	
	f) Mobilier et matériel de bureau	5 800
	Les besoins effectifs ayant été inférieurs aux dépenses prévues, il en est résulté un solde inutilisé de 5 800 dollars.	
3.	**Département de la gestion**	
	Bureau de la gestion financière	
	Service administratif	
	a) Personnel temporaire	95 900
	Un montant de 153 200 dollars avait été inscrit au budget au titre du personnel temporaire pour faire face aux périodes de pointe et remplacer le personnel en congé de maladie et en congé de maternité. Toutefois, les besoins ont été inférieurs aux prévisions, d'où un solde inutilisé de 95 900 dollars.	
	b) Heures supplémentaires	3 600
	Un contrôle plus strict des heures supplémentaires a permis au Département de réaliser des économies sous cette rubrique.	

	Écarts
c) Services communs	231 100
Un montant de 1 835 600 dollars avait été alloué aux services communs (location de locaux, entretien et location de matériel de bureau, fournitures de bureau et communications) sur la base des coûts standard pour l'ensemble des postes imputés sur le compte d'appui. La totalité du montant a été allouée au Service administratif du Département de la gestion. Les dépenses au titre des communications, des fournitures de bureau et de l'entretien du matériel de bureau ayant été inférieures à ce qui avait été prévu, le montant total des dépenses effectives s'est élevé à 1 604 500 dollars, d'où un solde inutilisé de 231 100 dollars.	
Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	
Division du financement du maintien de la paix	
Voyages autorisés	18 700
Un crédit de 40 000 dollars avait été ouvert pour permettre aux fonctionnaires du budget travaillant à la Division de se rendre auprès des missions dont ils supervisent le budget, afin de se rendre compte par eux-mêmes des conditions de fonctionnement des missions et de leurs besoins, mais les exigences du travail ont fait qu'il y a eu moins de voyages que prévu, d'où un solde inutilisé.	

Annexe III

Exécution du budget de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 : effectifs autorisés et postes vacants

Cabinet du Secrétaire général

	Effectifs autorisés	*Postes vacants*											
		1997						*1998*					
		Juill.	*Août*	*Sept.*	*Oct.*	*Nov.*	*Déc.*	*Janv.*	*Févr.*	*Mars*	*Avril*	*Mai*	*Juin*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
Secrétaire général adjoint	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-2	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Bureau des services de contrôle interne

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–	–	–
P-4	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1
P-3	3	–	–	–	–	–	1	1	1	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**10**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**3**	**2**	**2**	**1**	**2**	**2**	**1**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	1	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
Total partiel	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**11**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**3**	**3**	**2**	**1**	**2**	**2**	**1**

Bureau des affaires juridiques

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	1	1	1	1	1	1	1	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Département des opérations de maintien de la paix

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	7	1	1	1	–	–	–	1	1	–	–	–	–
P-5	17	2	2	2	1	–	1	1	1	2	2	2	2
P-4	40	9	5	2	5	5	5	5	5	5	6	4	6
P-3	27	4	4	4	5	5	5	5	5	3	3	3	5
P-2/P-1	3	–	–	–	–	1	1	1	1	1	1	1	1
Total partiel	**94**	**16**	**12**	**9**	**11**	**11**	**12**	**13**	**13**	**11**	**12**	**10**	**14**
Services généraux													
1re classe	7	–	–	–	1	1	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	123	9	7	8	10	9	7	6	7	11	6	6	9
Total partiel	**130**	**9**	**7**	**8**	**11**	**10**	**7**	**6**	**7**	**11**	**6**	**6**	**9**
Total	**224**	**25**	**19**	**17**	**22**	**21**	**19**	**19**	**20**	**22**	**18**	**16**	**23**

Département de la gestion

Bureau de la gestion financière

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-3	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

		Postes vacants											
		1997						1998					
	Effectifs autorisés	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	1	1	1	1	1	1	1	–	–	–	–	–	–
P-3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**2**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité
Division du financement du maintien de la paix

		Postes vacants											
		1997						1998					
	Effectifs autorisés	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1
P-5	3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	9	–	–	–	1	1	1	1	1	1	1	1	1
P-3	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**19**	**1**	**1**	**1**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**3**	**3**
Services généraux													
1re classe	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	12	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**13**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**32**	**1**	**1**	**1**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**3**	**3**

Division de la comptabilité

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	3	1	1	1	–	–	–	–	–	–	1	–	–
P-3	5	1	1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	1	1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**10**	**3**	**3**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**–**	**–**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	8	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	1	–
Total partiel	**8**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**1**	**1**	**–**
Total	**18**	**3**	**3**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**2**	**1**	**–**

Bureau de la gestion des ressources humaines

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	4	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	–	1
P-3	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-2/P-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**6**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**	**–**	**1**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**12**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**	**–**	**1**

Bureau des services centraux d'appui

	Effectifs autorisés	Postes vacants											
		1997						1998					
		Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur													
D-2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
D-1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-5	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
P-4	9	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	1	–
P-3	9	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	2
P-2/P-1	1	–	1	1	1	1	1	1	1	1	–	–	–
Total partiel	**20**	**3**	**4**	**4**	**4**	**3**	**3**	**4**	**4**	**4**	**3**	**3**	**2**
Services généraux													
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	14	1	1	–	–	–	–	1	1	–	–	1	1
Total partiel	**14**	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**1**	**–**	**–**	**1**	**1**
Total	**34**	**4**	**5**	**4**	**4**	**3**	**3**	**5**	**5**	**4**	**3**	**4**	**3**